

# RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE



☒ DEMOLITION TOTALE D'UN BATIMENT

☐ AVANT REALISATION DE TRAVAUX ULTERIEURS

LOGEMENT DE FONCTION  
LES PLANTES  
22940 SAINT-JULIEN

## CONCLUSION DU REPERAGE :

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2,

- ☐ Il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
- ☐ Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.
- ☒ **Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante, après analyses.**
- ☐ Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante, sur décision de l'opérateur de repérage.
- ☐ Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des sondages et/ou prélèvements doivent être effectués. Les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure sont listées aux paragraphes 1 et 4.2. Il conviendra donc de considérer le présent rapport comme un pré-rapport nécessitant des investigations complémentaires.



## Synthèse du repérage réalisé :

Matériau	Localisation	Amiante	Critère	Etat de conservation
Enduit béton seuil porte	Extérieur	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
<b>Enrobé</b>	<b>Extérieur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<b>Analyse</b>	<b>Etat d'usage</b>
Enduit façade + peinture orange	Extérieur	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Enduit façade + peinture bleue	Extérieur	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Enduit jonction placo	Lingerie/cellier	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
<b>Colle + ragréage sous lino</b>	<b>Salle goûter/séjour</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<b>Analyse</b>	<b>Non visible</b>
lino gris moucheté	Salle goûter/séjour	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Enduit jonction placo mural	Salle goûter/séjour	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Crépi mural	Salle goûter/séjour	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Enduit plâtre	Salle goûter/séjour	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture plafond + EJP	Salle goûter/séjour	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
<b>Joint fenêtre</b>	<b>Salle goûter/séjour</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<b>Analyse</b>	<b>Etat d'usage</b>
Colle sous carrelage	Bureau/cuisine	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle sous plinthes	Bureau/cuisine	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture murale + enduit	Bureau/cuisine	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Plaque noire sous évier	Bureau/cuisine	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle faïence	Bureau/cuisine	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
<b>Colle + ragréage sous lino</b>	<b>Hall</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<b>Analyse</b>	<b>Non visible</b>
lino blanc moucheté	Hall	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle sous plinthes PVC	Dégagement/placard	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture murale + enduit	Dégagement/placard	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture plafond + EJP	Dégagement/placard	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle sous carrelage	Salle de bains	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle sous plinthes	Salle de bains	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture murale + enduit	Salle de bains	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Peinture plafond + EJP	Salle de bains	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-
Colle faïence	Salle de bains	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Analyse	-

Ce rapport est réalisé par référence exclusive aux textes réglementaires suivants :

- Code la Santé Publique : Articles R.1334-14 à R.1334-29 et R.1337-2 à R.1337-5
- Code du Travail et Code la Construction et de l'habitation
- La norme NF X 46-020 (12/2008) : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Annexe A
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 6 juillet 2013
- Articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.
- Conformément au Code du Travail (Art. R.4512-6 et suivants) et au décret n°92-158 du 20-02-1992, l'entreprise utilisatrice doit établir un plan de prévention en commun avec l'entreprise extérieure. Ce document a été établi : ☒ OUI ☐ NON

N° de rapport EQUANTEC : RA1634.1710.0970.291\_DAAD\_V01

N° de rapport client : -

Date d'émission

30/10/2017

**Ce rapport comporte quarante-trois pages, y compris cette page de garde et les annexes.**  
**Les procès-verbaux d'analyses et les plans font partie intégrante du présent rapport.**  
**Toute reproduction doit porter sur l'intégralité du document.**

## Objet de la mission :

☒ **DEMOLITION TOTALE D'UN BATIMENT**

☐ **AVANT REALISATION DE TRAVAUX ULTERIEURS**

<b>Donneur d'ordre :</b> Commune de Saint-Julien Rue de Sainte-Anne 22940 Saint-Julien	<b>Propriétaire :</b> Commune de Saint-Julien Rue de Sainte-Anne 22940 Saint-Julien
<b>Déroulement de la mission :</b>  Date et référence de la commande : 09/10/2017 Date du repérage : 24/10/2017 Accompagnateur : M. Jouan Documents fournis par le Donneur d'Ordre : <input checked="" type="checkbox"/> Plans (*) <input type="checkbox"/> Rapports antérieurs <input checked="" type="checkbox"/> Programme des travaux (*) <input type="checkbox"/> Aucun document fourni (*) (*) En cas d'absence d'un de ces éléments, le présent rapport sera en anomalie par rapport à la norme (écart, adjonction, exclusion)	<b>Liste des rapports antérieurs :</b>  Néant.  <b>Situation de l'immeuble visité :</b>  Date PC / Date de construction : < 1997 Fonction principale du bâtiment : ex logement de fonction Ref. Cadastres demandées mais non-communicuées
<b>Périmètre de l'intervention :</b>  Liste des pièces concernées par la mission de repérage : <b>extérieur, lingerie/cellier, salle goûter/séjour, bureau/cuisine, hall, dégagement/placard, salle activités/chambre 1, salle activités/chambre 2, salle activités/chambre 3, salle de bains, wc, combles</b> <b>Laboratoire ayant effectué les éventuelles analyses :</b>  <input type="checkbox"/> AD-LAB – ZA du Plat du Pin – 69690 BRUSSIEU <input type="checkbox"/> EICHROM – Parc de Lormandière – Bât. C – Rue Maryse Bastié – Campus de Ker Lann – 35170 BRUZ <input type="checkbox"/> FLASHLAB - 1 chemin de Saulxier - 91160 Longjumeau <input checked="" type="checkbox"/> LEPBI – 183 Avenue Descartes – 93150 LE BLANC MESNIL <input type="checkbox"/> PROTEC – 10 rue de la Prairie – 91140 VILLEBON SUR YVETTE	

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

Opérateur 1	Opérateur 2	Vérificateur / Approbateur
Stéphane NEDELEC	Ali TOPCUOGLU	Yann LE GUILLOU
Certification 2769	Certification 00313	
		

## Table des matières

I.	INTRODUCTION.....	5
II.	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	6
	RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIVES .....	6
	PROCÉDURE DE PRÉLÈVEMENT .....	6
	PROCÉDURES CONCERNANT LE REBOUCHAGE RÉALISÉ SUR SITE .....	6
	DÉMARCHE RÉGLEMENTAIRE EN PRÉSENCE DE MATÉRIAUX AMIANTÉS.....	7
	SIGNALÉTIQUE DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE .....	7
	RAPPELS .....	7
III.	PHASE DE REPERAGE.....	8
	ÉTAPES DU REPÉRAGE .....	8
	PROGRAMME DES TRAVAUX .....	8
IV.	RESULTATS DETAILLÉS DU REPERAGE.....	9
	LOCAUX VISITÉS ET MATÉRIAUX REPÉRÉS .....	9
	LOCAUX ET VOLUMES NON VISITÉS.....	9
	MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	9
V.	ANNEXE 1 : PARTIES DES COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION A VERIFIER OU A SONDER (ANNEXE 13-9 – LISTE C DU DECRET 2011-629 DU 3 JUIN 2011) .....	14
VI.	ANNEXE 2 : FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES MPCA .....	15
VII.	ANNEXE 3 : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES PRELEVEMENTS AMIANTES.....	17
VIII.	ANNEXE 4 : PHOTOGRAPHIES DES MATERIAUX NON AMIANTES.....	22
IX.	ANNEXE 5 : CERTIFICATION .....	29
X.	ANNEXE 6 : ATTESTATION D'ASSURANCE .....	30
XI.	ANNEXE 7 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR .....	33
XII.	ANNEXE 8 : CONSIGNES GENERALES DE SECURITE – CODE SANTE PUBLIQUE.....	34
XIII.	ANNEXE 9 : CONSIGNES GENERALES DE SECURITE – CODE DU TRAVAIL.....	37
XIV.	ANNEXE 10 : PLANS, SCHEMAS, CROQUIS .....	43

## I. Introduction

Dans le cas ou de l'amiante a été repéré :

- Se reporter à la section 3.1.2 et/ou 3.1.3, aux schémas et aux consignes de sécurité en annexe du présent rapport pour prendre connaissance de la liste détaillée et de la localisation des matériaux et produits concernés.
- prendre les mesures conservatoires et curatives (enlèvement,...) nécessaires
- se référer aux guides de prévention de l'INRS (en particulier le guide ED 6091)

Dans le cas où nos investigations venaient à ne pas être complètes et exhaustives, il conviendra au donneur d'ordre de mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de lever ces réserves :

Intitulé de l'Observation	OUI	NON	Sans Objet	Observations / Recommandations
Un plan de prévention propre au Donneur d'Ordre a été réalisé avant intervention sur site.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les plans des locaux ont été fournis par le donneur d'ordre.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le programme des travaux a été fourni par le donneur d'ordre.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Démolition
Tous les locaux / volumes étaient accessibles et visitables en tout point.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le bâtiment était vide d'occupants.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le bâtiment était vide de meubles.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les équipements et installations étaient en services.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les équipements et installations étaient alimentés.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le vide sanitaire était visitable.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de vide sanitaire
Les combles ou la toiture terrasse étaient accessibles et visitables.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les étanchéités de la toiture terrasse ont pu être prélevées (réparation assurée par le donneur d'ordre).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de toiture terrasse
Les éléments coupe-feu (Portes, clapets, etc.) ont été sondés et vérifiés.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les gaines de ventilation ont été sondées (sondage destructif lourd).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le donneur d'ordre a accepté tous les sondages et prélèvements.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le donneur d'ordre a accepté de faire procéder à toutes les analyses.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres réserves :	- Pas de joint donnant sur huisserie/maçonnerie			

Intitulé de l'Observation	Observations / Recommandations
Mesures conservatoires, recommandations, préconisations	<p>Le présent rapport ne concerne que les éléments concernés par les travaux, et uniquement les locaux et volumes effectivement contrôlés.</p> <p>Le repérage est conforme à la réglementation. Toutefois, il n'est jamais possible d'être parfaitement exhaustif, dans la mesure où un seul et même sondage est représentatif d'une zone homogène. Il convient donc de rester toujours très vigilant lors des travaux quant à l'éventuelle mise à jour de matériaux suspects. Exhaustivité des volumes sous doublages sol, mur et plafond, bardages, doublages Placoplatre, isolations, calorifugeages, joints de menuiserie, etc.), un seul et même sondage étant représentatif d'une zone homogène.</p> <p>Si des matériaux contenant de l'amiante ont été repérés, il conviendra de confier le désamiantage à une entreprise dûment habilitée.</p> <p>La détection de réseaux et autres ouvrages enterrés est un travail complexe qui nécessite une mise en œuvre particulière. Les spécificités des ouvrages recherchés (profondeur, dimension, nature) impliquent l'utilisation de différents outils qui se distinguent tant par leur principe de détection que par le protocole d'implémentation. Il convient de se rapprocher d'un homme de l'art en la matière.</p>
Écarts, adjonctions ou suppressions	Cas des prélèvements : de nombreuses zones homogènes ont permis d'optimiser le nombre de prélèvements par rapport à la stratégie de prélèvements réalisée en phase préparatoire.

## II. Conditions de réalisation du repérage

### Références réglementaires et normatives

#### Dans le cadre d'une mission type **Démolition Totale** du Bâtiment :

Le repérage a été réalisé conformément au décret 2011-629 du 03/06/2011 – Article 1 et aux modalités de repérage définies par l'arrêté du 26 juin 2013. Les modalités d'exécution du repérage et le présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF X 46-020.

#### Dans le cadre d'une mission type **Travaux de Réhabilitation** du Bâtiment :

Le repérage a été réalisé conformément aux modalités de repérage définies par la norme NF X 46-020.

### Procédure de prélèvement

Chaque prélèvement a été réalisé avec un outil adapté à la nature du produit ou du matériau puis placé dans un contenant étanche doublé sur lequel ont été portées les indications nécessaires à son identification. Afin d'éviter toute contamination croisée, le matériel a été soigneusement nettoyé à l'aide de lingettes à l'alcool entre chaque prélèvement.

La procédure de prélèvement est conforme à la réglementation en vigueur et aux modes opératoires de l'entreprise :

- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, article R.4412-145
- Décret du 23 février 2012 relatif à la formation des travailleurs exposés à l'amiante.
- Décret du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la maintenance des E.P.I
- Décret du 8 avril 2013 relatif aux mesures de prévention lors d'intervention libérant ou susceptibles de libérer des fibres d'amiante.
- Logigramme D.G.T. (sous-section 3 / sous-section 4) du 4 décembre 2013.


### Procédures concernant le rebouchage réalisé sur site

Au moment du repérage, EQUANTEC EXPERTISES procédera à un rebouchage provisoire dans l'attente des résultats d'analyses définitifs. Ces rebouchages seront réalisés avec une résine ou enduit. L'enduit de protection est inodore, ininflammable et non toxique.

A réception des résultats définitifs, et en concertation avec le donneur d'ordre il sera procédé à un rebouchage adapté aux zones ressorties comme amiantées.

Cependant, les rebouchages réalisés restent provisoires, et doivent être contrôlés régulièrement par le Donneur d'Ordre ou Maître d'Ouvrage. En cas de dégradation des rebouchages, il conviendra de procéder à un nouveau rebouchage effectué par un professionnel habilité.



	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

### **Démarche réglementaire en présence de matériaux amiantés**

Préalablement aux travaux, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils causeraient un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenant doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux dits friables ou de matériaux non friables représentant un risque particulier (présents à l'intérieur du bâtiment), l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification obtenu auprès d'un organisme certificateur accrédité.

### **Signalétique de repérage des matériaux contenant de l'amiante**

Les donneurs d'ordre ou maîtres d'ouvrage doivent s'assurer que les sites où des matériaux contenant de l'amiante ont été repérés soient mis en place une signalétique claire dans les zones amiantées de manière à éviter les interventions malencontreuses dues à une mauvaise circulation des informations ou à leur oubli.

Sont particulièrement concernés par ces mesures de protection les personnels de maintenance et d'entretien des installations.

En effet, si la pose d'une signalétique de repérage sur tous les matériaux contenant de l'amiante au sein d'un immeuble ne constitue pas une obligation légale, elle fait partie des engagements ministériels et fait l'objet d'une recommandation des organismes de prévention qui vise à informer *in situ*, par un repère visuel, les personnels de maintenance de la présence d'amiante dans des composants de construction.

Cette recommandation est à rajouter dans les consignes de sécurité réglementaires contenues dans les dossiers techniques amiante.

Elle est réalisée selon deux méthodes pouvant, le cas échéant, se compléter :

- *de préférence* par étiquetage des ouvrages ou des locaux concernés, à l'aide d'un pictogramme auto-adhésif placé directement sur les parties d'ouvrages amiantés, et/ou d'une affiche de repérage précisant *la nature et la localisation des matériaux amiantés, lisible depuis l'entrée du local* ;
- par la mise en place dans les circulations à chaque niveau du bâtiment d'un panneau d'affichage répertoriant, sous forme de plan, le positionnement des matériaux amiantés.

Les étiquetages de repérage sont disponibles sous la forme d'étiquettes auto-adhésives (Site internet : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr))

La mise en place de la signalétique doit être effectuée de la manière la plus consensuelle possible. Il est ainsi nécessaire d'associer le CHSCT à l'ensemble de ces travaux et de bien garder présent à l'esprit que la pose d'une signalétique doit permettre, à défaut de retrait des matériaux contenant de l'amiante, de protéger les agents travaillant sur le site mais également les salariés des entreprises amenées à intervenir dans le bâtiment.

### **Rappels**

Dans le cadre d'une mission de type « Travaux de Réhabilitation », le donneur d'ordre doit communiquer à EQUANTEC EXPERTISES un état descriptif écrit des travaux projetés que nous annexons à ce présent rapport. Si ce document venait à être manquant, aucune réclamation ne pourra être portée par le donneur d'ordre dans l'hypothèse où ce rapport venait à être incomplet.

Le donneur d'ordre a la responsabilité de fournir à EQUANTEC EXPERTISES tous les moyens d'accès pour le bon déroulement de sa mission (clefs, échafaudage, échelle, etc.) et cela en assurant la sécurité de l'opérateur de repérage.

Il est possible que des revêtements de sol anciens (dalles, colles, ragréages...) n'aient pas été détectés car masqués par un autre revêtement qu'il aura été impossible d'arracher ou enlever le jour de la visite, les locaux étant par exemple encore en activité ou des meubles masquant ces revêtements étant encore en place.

Dans les trois cas précités, si des investigations complémentaires venaient à être nécessaires, le donneur d'ordre devra missionner de nouveau EQUANTEC EXPERTISES ou un autre organisme. Un autre contrat sera alors nécessaire.

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTRÔLE   SÉCURITÉ</b> SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	Page 7 sur 43
-----------------------------------	---	---------------

### III. Phase de repérage

#### Étapes du repérage

La phase de repérage peut comporter deux étapes :

- La première étape portant sur les matériaux accessibles par un accès direct ou ne nécessitant que des démontages ou interventions simples n'entraînant pas de détérioration. En cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et si un doute persiste sur la nature du matériau ou du produit, un ou des prélèvements représentatifs ont été réalisés.
- La seconde étape est mise en place en cas d'inaccessibilité ou d'obligation de sondages destructifs, les endroits précis où ils devront être réalisés par une entreprise désignée par le Donneur d'Ordre sont indiqués dans la suite du rapport. Après que le Donneur d'Ordre ait informé EQUANTEC EXPERTISES de la réalisation de ces sondages, il sera réalisé une ou plusieurs visites complémentaires, des prélèvements d'échantillons éventuels et l'émission d'un rapport complémentaire.

#### Programme des travaux

Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble à démolir. Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

Version	Date	Programme des travaux
V01	24/10/2017	<input checked="" type="checkbox"/> Avant démolition <input type="checkbox"/> Programme des travaux non transmis <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis verbalement <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis <u>Descriptif des travaux prévus :</u> <b>Démolition</b>
		<input type="checkbox"/> Avant démolition <input type="checkbox"/> Programme des travaux non transmis <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis verbalement <input type="checkbox"/> Complément de repérage <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis <u>Descriptif des travaux prévus :</u>
		<input type="checkbox"/> Avant démolition <input type="checkbox"/> Programme des travaux non transmis <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis verbalement <input type="checkbox"/> Complément de repérage <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis <u>Descriptif des travaux prévus :</u>
		<input type="checkbox"/> Avant démolition <input type="checkbox"/> Programme des travaux non transmis <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis verbalement <input type="checkbox"/> Complément de repérage <input type="checkbox"/> Programme des travaux transmis <u>Descriptif des travaux prévus :</u>



#### IV. Résultats détaillés du repérage

##### Locaux visités et matériaux repérés

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Liste des Matériaux et Produits repérés et sondés au sens de la norme NF X 46 020			
Locaux visités	Parois Horizontales	Parois Verticales	Divers composants & Équipements
extérieur, lingerie/cellier, salle goûter/séjour, bureau/cuisine, hall, dégagement/placard, salle activités/chambre 1, salle activités/chambre2, salle activités/chambre 3, salle de bains, wc, combles	Enduit béton seuil porte Enrobé Colle + ragréage sous lino + lino gris moucheté Peinture plafond + EJP Colle sous carrelage Colle + ragréage sous lino + lino blanc moucheté	Enduit façade + peinture orange Enduit façade + peinture bleue Enduit jonction placo Crépi mural Enduit plâtre Colle sous plinthes Colle faïence Colle sous plinthes PVC	Joint fenêtre Plaque noire sous évier

##### Locaux et volumes non visités

Locaux ou Volumes NON visités	Justification	Actions correctives
-	-	-

##### Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels soit l'analyse, soit la connaissance de l'opérateur ont permis de conclure à la présence d'amiante :

Présence d'amiante avérée après analyse en laboratoire				
N° de prélèvement	Matériau / produit	Support	Localisation du prélèvement / Extrapolation par similitude d'ouvrage	Etat de conservation et préconisation
1634.02	Enrobé	Sol	Extérieur	Etat d'usage
1634.06	Colle + ragréage sous lino	Sol	Salle goûter/séjour ZH : dégagement/placard	Non visible
1634.11	Joint fenêtre	Fenêtre	Salle goûter/séjour ZH : bureau/cuisine ; hall ; salle activités/chambre 1 ; salle activités/chambre 2 ; salle activités/chambre 3 ; salle de bains	Etat d'usage
1634.17	Colle + ragréage sous lino	Sol	Hall ZH : salle activités/chambre 1 ; salle activités/chambre 2 ; salle activités/chambre 2	Non visible

Présence d'amiante avérée sur décision de l'opérateur			
Matériau / produit	Support	Localisation du prélèvement / Extrapolation par similitude d'ouvrage	Etat de conservation et préconisation
-	-	-	-

Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

## Présence d'amiante avérée sur rapport antérieur

Matériau / produit	Support	Localisation du prélèvement / Extrapolation par similitude d'ouvrage	Etat de conservation et préconisation
-	-	-	-

**Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyses :**

Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante mais dont l'analyse a permis de conclure à l'absence d'amiante :

N° de prélèvement	Matériau / produit	Support	Localisation
1634.01	Enduit béton seuil porte	Sol	Extérieur
1634.03	Enduit façade + peinture orange	Façade	Extérieur
1634.04	Enduit façade + peinture bleue	Façade	Extérieur
1634.05	Enduit jonction placo	Mur	Lingerie/cellier
1634.06	Lino gris moucheté	Sol	Salle goûter/séjour
1634.07	Enduit jonction placo mural	Mur	Salle goûter/séjour
1634.08	Crépi mural	Mur	Salle goûter/séjour
1634.09	Enduit plâtre	Mur	Salle goûter/séjour
1634.10	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle goûter/séjour
1634.12	Colle sous carrelage	Sol	Bureau/cuisine
1634.13	Colle sous plinthes	Mur	Bureau/cuisine
1634.14	Peinture murale + enduit	Mur	Bureau/cuisine
1634.15	Plaque noire sous évier	Evier	Bureau/cuisine
1634.16	Colle faïence	Mur	Bureau/cuisine
1634.17	Lino blanc moucheté	Sol	Hall
1634.18	Colle sous plinthes PVC	Mur	Dégagement/placard
1634.19	Peinture murale + enduit	Mur	Dégagement/placard
1634.20	Peinture plafond + EJP	Plafond	Dégagement/placard
1634.21	Colle sous carrelage	Sol	Salle de bains
1634.22	Colle sous plinthes	Mur	Salle de bains
1634.23	Peinture murale + enduit	Mur	Salle de bains
1634.24	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle de bains
1634.25	Colle faïence	Mur	Salle de bains

### Descriptif des pièces visitées

Le tableau ci-après décrit les locaux visités et liste les éléments repérés par l'opérateur conformément à l'arrêté du 26 juin 2013. Les produits et matériaux contenant effectivement de l'amiante sont indiqués en gras.

#### Légende :

**1634.01** : Prélèvement N°1 / **DOR** : Décision Opérateur de Repérage / **NC** : Non concerné / **NP** : non prélevé

**ZH** : Détermination des zones homogènes – similitude d'ouvrage

**AP** : Prélèvement à prévoir / **RA** : sur rapport antérieur

Pièce	Eléments ayant fait l'objet d'une vérification						Eléments sondés Détermination similitude d'ouvrage	Conclusion	Mode
	Mur	Plinthe	Sol	Plafond	Porte	Fenêtre			
Extérieur	Béton Peinture	-	Béton Enrobé	Toiture en ardoise naturelle	Bois	Bois	Enduit béton seuil porte Enduit façade + peinture orange Enduit façade + peinture bleue <b>Enrobé</b>	Absence Absence Absence <b>Présence</b>	1634.01 1634.03 1634.04 <b>1634.02</b>
Lingerie/cellier	Placo Béton	-	Béton	Placo	Bois Peinture	-	Enduit jonction placo	Absence	1634.05
Salle goûter/séjour	Placo Papier peint Faïence (3 couches : placo, crépi, enduit plâtre)	-	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois	<b>Colle + ragréage sous lino</b> Lino gris moucheté Peinture plafond + EJP <b>Joint fenêtre</b> Enduit jonction placo mural Crépi mural Enduit plâtre	<b>Présence</b> Absence Absence <b>Présence</b> Absence Absence Absence	<b>1634.06</b> 1634.06 1634.10 <b>1634.11</b> 1634.07 1634.08 1634.09
Bureau/cuisine	Plâtre Peinture Enduit	Carrelage	Carrelage	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois Peinture	Peinture plafond + EJP 1634.10 <b>Joint fenêtre 1634.11</b> Colle sous carrelage Colle sous plinthes Peinture murale + enduit Plaque noire sous évier Colle faïence	Absence <b>Présence</b> Absence Absence Absence Absence Absence	ZH <b>ZH</b> 1634.12 1634.13 1634.14 1634.15 1634.16
Hall	Plâtre Peinture Enduit	Bois Peinture	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois	Peinture plafond + EJP 1634.10 <b>Joint fenêtre 1634.11</b> Peinture murale + enduit 1634.14 Lino blanc moucheté <b>Colle + ragréage sous lino</b>	Absence <b>Présence</b> Absence Absence <b>Présence</b>	ZH <b>ZH</b> 1634.17 <b>1634.17</b>
Dégagement/placard	Plâtre Peinture Enduit	PVC	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	-	<b>Colle + ragréage sous lino 1634.06</b> Lino gris moucheté 1634.06 Colle sous plinthes PVC Peinture murale + enduit Peinture plafond + EJP	<b>Présence</b> Absence Absence Absence Absence	<b>ZH</b> ZH 1634.18 1634.19 1634.20
Salle activités/Chambre 1	Plâtre Peinture Enduit	Bois Peinture	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois	<b>Joint fenêtre 1634.11</b> Lino blanc moucheté 1634.17 <b>Colle + ragréage sous lino 1634.17</b> Peinture murale + enduit 1634.19 Peinture plafond + EJP 1634.20	<b>Présence</b> Absence <b>Présence</b> Absence Absence	<b>ZH</b> ZH <b>ZH</b> ZH ZH
Salle activités/Chambre 2	Plâtre Peinture Enduit	Bois Peinture	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois	<b>Joint fenêtre 1634.11</b> Lino blanc moucheté 1634.17 <b>Colle + ragréage sous lino 1634.17</b> Peinture murale + enduit 1634.19 Peinture plafond + EJP 1634.20	<b>Présence</b> Absence <b>Présence</b> Absence Absence	<b>ZH</b> ZH <b>ZH</b> ZH ZH
Salle activités/Chambre 3	Plâtre Peinture Enduit	Bois Peinture	Lino	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois	<b>Joint fenêtre 1634.11</b> Lino blanc moucheté 1634.17 <b>Colle + ragréage sous lino 1634.17</b> Peinture murale + enduit 1634.19 Peinture plafond + EJP 1634.20	<b>Présence</b> Absence <b>Présence</b> Absence Absence	<b>ZH</b> ZH <b>ZH</b> ZH ZH

Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

Pièce	Mur	Plinthe	Sol	Plafond	Porte	Fenêtre	Eléments sondés Détermination similitude d'ouvrage	Conclusion	Mode
Salle de bains	Plâtre Peinture Enduit Faïence	Carrelage	Carrelage	Placo Peinture	Bois Peinture	Bois Peinture	<b>Joint fenêtre 1634.11</b> Colle sous carrelage Colle sous plinthes Peinture murale + enduit Peinture plafond + EJP Colle faïence	<b>Présence</b> Absence Absence Absence Absence Absence	<b>ZH</b> 1634.21 1634.22 1634.23 1634.24 1634.25
wc	Plâtre Peinture Enduit	Carrelage	Carrelage	Placo Peinture	Bois Peinture	-	Colle sous carrelage 1634.21 Colle sous plinthes 1634.22 Peinture murale + enduit 1634.23 Peinture plafond + EJP 1634.24	Absence Absence Absence Absence	ZH ZH ZH ZH

# **V. ANNEXE 1 : Parties des composants de la construction à vérifier ou à sonder (ANNEXE 13-9 – Liste C du Décret 2011-629 du 3 juin 2011)**

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Toiture et étanchéité</b>	
Plaques ondulées. Ardoises. Éléments ponctuels. Revêtements bitumineux d'étanchéité. Accessoires de toitures.	Plaques en fibres-ciment. Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment. Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume (« shingle »), pare-vapeur, revêtements et colles. Rivets, faitages, closoirs...
<b>2. Façades</b>	
Panneaux-sandwichs. Bardages. Appuis de fenêtres.	Plaques, joints d'assemblage, tresses... Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage. Éléments en fibres-ciment.
<b>3. Parois verticales intérieures et enduits</b>	
Murs et cloisons. Poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons légères ou préfabriquées. Gaines et coffres verticaux. Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourages de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescents, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment. Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux. Vantaux et joints.
<b>4. Plafonds et faux plafonds</b>	
Plafonds. Poutres et charpentes (périphériques et intérieures). Interfaces entre structures. Gaines et coffres horizontaux. Faux plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite). Flocages, enduits projetés, peintures intumescents. Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux. Panneaux et plaques.
<b>5. Revêtements de sol et de murs</b>	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement). Revêtement de murs	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations. Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
<b>6. Conduits, canalisations et équipements</b>	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides). Conduits de vapeur, fumée, échappement. Clapets/ volets coupe-feu. Vide-ordures.	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons Clapet, volet, rebouchage. Conduit en fibres-ciment.
<b>7. Ascenseurs et monte-charge</b>	
Portes palières. Trémie, machinerie.	Portes et cloisons palières. Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.
<b>8. Equipements divers</b>	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
<b>9. Installations industrielles</b>	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.
<b>10. Coffrages perdus</b>	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Éléments en fibres-ciment.

## VI. ANNEXE 2 : Fiche d'identification et de cotation des MPCA

N° de prélèvement	Matériau ou produit prélevé et champ de l'analyse	Support	Localisation	Présence d'amiante	Type d'amiante	Référence laboratoire
1634.01	Enduit béton seuil porte	Sol	Extérieur	N	-	R17-17022-01
<b>1634.02</b>	<b>Enrobé</b>	<b>Sol</b>	<b>Extérieur</b>	<b>O</b>	<b>Actinolite en faible quantité</b>	<b>R17-17022-02</b>
1634.03	Enduit façade + peinture orange	Façade	Extérieur	N	-	R17-17022-03
1634.04	Enduit façade + peinture bleue	Façade	Extérieur	N	-	R17-17022-04
1634.05	Enduit jonction placo	Mur	Lingerie/cellier	N	-	R17-17022-05
1634.06	Lino gris moucheté	Sol	Salle goûter/séjour	N	-	R17-17022-06
<b>1634.06</b>	<b>Colle + ragréage sous lino</b>	<b>Sol</b>	<b>Salle goûter/séjour</b>	<b>O</b>	<b>Chrysotile</b>	<b>R17-17022-06</b>
1634.07	Enduit jonction placo mural	Mur	Salle goûter/séjour	N	-	R17-17022-07
1634.08	Crépi mural	Mur	Salle goûter/séjour	N	-	R17-17022-08
1634.09	Enduit plâtre	Mur	Salle goûter/séjour	N	-	R17-17022-09
1634.10	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle goûter/séjour	N	-	R17-17022-10
<b>1634.11</b>	<b>Joint fenêtre</b>	<b>Fenêtre</b>	<b>Salle goûter/séjour</b>	<b>O</b>	<b>Chrysotile</b>	<b>R17-17022-11</b>
1634.12	Colle sous carrelage	Sol	Bureau/cuisine	N	-	R17-17022-12
1634.13	Colle sous plinthes	Mur	Bureau/cuisine	N	-	R17-17022-13
1634.14	Peinture murale + enduit	Mur	Bureau/cuisine	N	-	R17-17022-14
1634.15	Plaque noire sous évier	Evier	Bureau/cuisine	N	-	R17-17022-15
1634.16	Colle faïence	Mur	Bureau/cuisine	N	-	R17-17022-16
1634.17	Lino blanc moucheté	Sol	Hall	N	-	R17-17022-17
<b>1634.17</b>	<b>Colle + ragréage sous lino</b>	<b>Sol</b>	<b>Hall</b>	<b>O</b>	<b>Chrysotile</b>	<b>R17-17022-17</b>
1634.18	Colle sous plinthes PVC	Mur	Dégagement/placard	N	-	R17-17022-18
1634.19	Peinture murale + enduit	Mur	Dégagement/placard	N	-	R17-17022-19
1634.20	Peinture plafond + EJP	Plafond	Dégagement/placard	N	-	R17-17022-20
1634.21	Colle sous carrelage	Sol	Salle de bains	N	-	R17-17022-21
1634.22	Colle sous plinthes	Mur	Salle de bains	N	-	R17-17022-22



Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

1634.23	Peinture murale + enduit	Mur	Salle de bains	N	-	R17-17022-23
1634.24	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle de bains	N	-	R17-17022-24
1634.25	Colle faïence	Mur	Salle de bains	N	-	R17-17022-25

Les procès-verbaux qui suivent sont intégrés au présent rapport sans mention. En effet, la reproduction de ces procès-verbaux n'est autorisée que sous sa forme intégrale, et sans modification.

Le Blanc Mesnil, le 30/10/2017

**EQUANTEC**  
Rue Alfred SAUVY  
ZI de KERSCAO  
29480 LE RELECQ-KERHUON

Détection et Identification d'amiante dans les matériaux

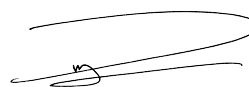
<b>Rapport d'essai N°</b>	<b>R17-17022</b>		
<b>Norme / Méthode</b>	MOLP	HSG 248 (annule et remplace MDHS77)	Version 2006
	Préparation	Préparation selon méthode interne MOT 004	
	META	NFX 43-050 parties pertinentes de la norme	Version 1996

1 – Données du client :

Référence dossier	DP1634 – ST-Julien – Logement de Fonction
Echantillons transmis par	EQUANTEC

2 - Données du laboratoire(\*) :

Réf. LEPBI	Repère Echantillon			Descriptif couche		Méthode/ Nb prépa	Résultat / R17-17022-V0-P.1/2
R17-17022-01	DP1634.01	Enduit béton suil porte	Extérieur	Enduit cimenteux		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-02	DP1634.02	Enrobé	Extérieur	Une couche d’enrobé goudronneux	Essai 1	META/1	Fibre d’amiante non détectée
					Essai 2	META/1	Présence de fibre d’amiante type Actinolite en faible quantité
					Essai 3	META/1	Présence de fibre d’amiante type Actinolite en faible quantité
R17-17022-03	DP1634.03	Enduit façade + peinture orange	Extérieur	Enduit cimenteux + peinture (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-04	DP1634.04	Enduit façade + peinture bleu	Extérieur	Enduit cimenteux + peinture (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-05	DP1634.05	Enduit jonction placo	Lingerie / Cellier	Enduit plâtreux + papier (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-06	DP1634.06	Colle + rag sous lino + lino gris moucheté	Salle goûter / séjour	Dalle souple grise avec sous couche		META/1	Fibre d’amiante non détectée
				Ragréage + colle noire (indissociables)		META/1	Présence de fibre d’amiante type Chrysotile
R17-17022-07	DP1634.07	Enduit jonction placo murale	Salle goûter / séjour	Enduit plâtreux + papier (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-08	DP1634.08	Crépi murale	Salle goûter / séjour	Enduit beige + peinture (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-09	DP1634.09	Enduit plâtre	Salle goûter / séjour	Enduit plâtreux		META/1	Fibre d’amiante non détectée
R17-17022-10	DP1634.10	Peinture plafond + EJP	Salle goûter / séjour	Enduit plâtreux + papier + peinture (indissociables)		META/1	Fibre d’amiante non détectée

  
M. Kamal MIMOUNI  
Responsable de service

Le rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Sa reproduction n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Seul le rapport édité en original papier signé engage notre responsabilité sauf convention signée entre les deux parties (le client et le laboratoire).  
Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole (\*) sont couverts par l'accréditation du (des) laboratoire(s) les ayant réalisés.  
Les informations données par le client (référence dossier et repère échantillon) sont sous sa responsabilité et ne peuvent engager la responsabilité du laboratoire.

Réf. LEPBI	Repère Echantillon			Descriptif couche	Méthode/ Nb prépa	Résultat / R17-17022-V0-P.2/2
R17-17022-11	DP1634.11	Joint fenêtre	Salle goûter / séjour	Joint souple translucide + joint dur gris (indissociables)	META/2	<b>Présence de fibre d'amiante type Chrysotile</b>
R17-17022-12	DP1634.12	Colle sous carrelage	Bureau / cuisine	Colle ciment sous carrelage	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-13	DP1634.13	Colle sous plinthe	Bureau / cuisine	Colle ciment sous plinthe	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-14	DP1634.14	Peinture murale + enduit	Bureau / cuisine	Enduit plâtreux + peinture (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-15	DP1634.15	Plaque noire sous évier	Bureau / cuisine	Plaque bitumineuse	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-16	DP1634.16	Colle faïence	Bureau / cuisine	Colle ciment sous faïence	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-17	DP1634.17	Colle + rag sous lino + lino blanc moucheté	Hall	Dalle souple grise et blanche avec sous couche	META/1	Fibre d'amiante non détectée
				Ragréage + colle noire + colle beige (indissociables)	META/1	<b>Présence de fibre d'amiante type Chrysotile</b>
R17-17022-18	DP1634.18	Colle sous plinthe PVC	Dégagement / Placard	Matériau souple noir + colle marron (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-19	DP1634.19	Peinture murale + enduit	Dégagement / Placard	Enduit plâtreux + peinture (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-20	DP1634.20	Peinture plafond + EJP	Dégagement / Placard	Enduit plâtreux + papier + peinture (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-21	DP1634.21	Colle sous carrelage	Salle de bains	Colle ciment sous carrelage	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-22	DP1634.22	Colle sous plinthe	Salle de bains	Colle ciment sous plinthe	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-23	DP1634.23	Peinture murale + enduit	Salle de bains	Enduit plâtreux + peinture (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-24	DP1634.24	Peinture plafond + EJP	Salle de bains	Enduit plâtreux + peinture (indissociables)	META/1	Fibre d'amiante non détectée
R17-17022-25	DP1634.25	Colle faïence	Salle de bains	Colle ciment sous faïence	META/1	Fibre d'amiante non détectée

Echantillon(s) reçu(s) le 25/10/2017 et analysé(s) le 30/10/2017.





M. Kamal MIMOUNI  
Responsable de service


*Le rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Sa reproduction n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Seul le rapport édité en original papier signé engage notre responsabilité sauf convention signée entre les deux parties (le client et le laboratoire).  
Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole (\*) sont couverts par l'accréditation du (des) laboratoire(s) les ayant réalisés.  
Les informations données par le client (référence dossier et repère échantillon) sont sous sa responsabilité et ne peuvent engager la responsabilité du laboratoire.*


## VII. ANNEXE 3 : Fiches d'identification et de cotation des prélèvements amiantés

Référence de l'échantillon	<b>1634.02</b>	Matériau	Enrobé
<u>Photographie d'ensemble</u>		<u>Photographie de détail</u>	
			
<u>Prélèvement :</u>		<u>Conclusion sur l'échantillon après analyse par le laboratoire</u>	
Bâtiment :	LOGEMENT DE FONCTION LES PLANTES 22940 SAINT-JULIEN	N° Analyse Laboratoire	R17-17022-02
Local :	Extérieur	Couche concernée :	Couche d'enrobé goudronneux (essais 2 et 3 – sur 3 essais)
Date de prélèvement :	24/10/2017	Type d'amiante décelée :	Actinolite en faible quantité
<u>Etat de conservation (listes A et B) :</u>			

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

Référence de l'échantillon	1634.06	Matériau	Colle + ragréage sous lino
<u>Photographie d'ensemble</u>		<u>Photographie de détail</u>	
			
<u>Prélèvement :</u>		<u>Conclusion sur l'échantillon après analyse par le laboratoire</u>	
Bâtiment :	LOGEMENT DE FONCTION LES PLANTES 22940 SAINT-JULIEN  Salle goûter/séjour  24/10/2017	N° Analyse Laboratoire	R17-17022-06
Local :		Couche concernée :	Ragréage + colle noire (indissociables)
Date de prélèvement :		Type d'amiante décelée :	Chrysotile
<u>Etat de conservation (listes A et B) :</u>			

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

Référence de l'échantillon	1634.11	Matériau	Joint fenêtre
<u>Photographie d'ensemble</u>		<u>Photographie de détail</u>	
			
<u>Prélèvement :</u>		<u>Conclusion sur l'échantillon après analyse par le laboratoire</u>	
Bâtiment :	LOGEMENT DE FONCTION LES PLANTES 22940 SAINT-JULIEN	N° Analyse Laboratoire	R17-17022-11
Local :	Salle goûter/séjour	Couche concernée :	Joint souple translucide + joint dur gris (indissociables)
Date de prélèvement :	24/10/2017	Type d'amiante décelée :	Chrysotile
<u>Etat de conservation (listes A et B) :</u>			

Référence de l'échantillon	1634.17	Matériau	Colle + ragréage sous lino
<u>Photographie d'ensemble</u>		<u>Photographie de détail</u>	
			
<u>Prélèvement :</u>		<u>Conclusion sur l'échantillon après analyse par le laboratoire</u>	
Bâtiment :	LOGEMENT DE FONCTION LES PLANTES 22940 SAINT-JULIEN	N° Analyse Laboratoire	R17-17022-17
Local :	Hall	Couche concernée :	Ragréage + colle noire + colle beige (indissociables)
Date de prélèvement :	24/10/2017	Type d'amiante décelée :	Chrysotile
<u>Etat de conservation (listes A et B) :</u>			



## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

#### Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

#### Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

#### Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
<p>L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.</p>	<p>L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.</p>	<p>L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.</p>

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...




Légende des types de recommandations définis à l'article 5 de l'arrêté :

EP = évaluation périodique




AC1 = action corrective de premier niveau

AC2 = action corrective de second niveau

# VIII. ANNEXE 4 : Photographies des matériaux non amiantés

N° de prélèvement	Matériau ou produit prélevé et champ de l'analyse	Support	Localisation	Photographie
1634.01	Enduit béton seuil porte	Sol	Extérieur	
1634.03	Enduit façade + peinture orange	Façade	Extérieur	
1634.04	Enduit façade + peinture bleue	Façade	Extérieur	


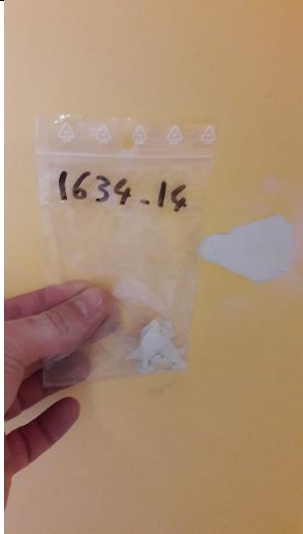
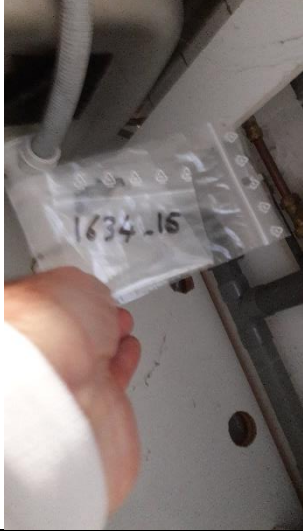
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

1634.05	Enduit jonction placo	Mur	Lingerie/cellier	
1634.06	Lino gris moucheté	Sol	Salle goûter/séjour	
1634.07	Enduit jonction placo mural	Mur	Salle goûter/séjour	

Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN



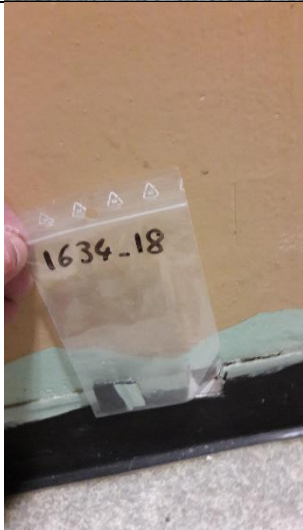
1634.08	Crépi mural	Mur	Salle goûter/séjour	
1634.09	Enduit plâtre	Mur	Salle goûter/séjour	
1634.10	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle goûter/séjour	
1634.12	Colle sous carrelage	Sol	Bureau/cuisine	

Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

1634.13	Colle sous plinthes	Mur	Bureau/cuisine	
1634.14	Peinture murale + enduit	Mur	Bureau/cuisine	
1634.15	Plaque noire sous évier	Evier	Bureau/cuisine	



Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN


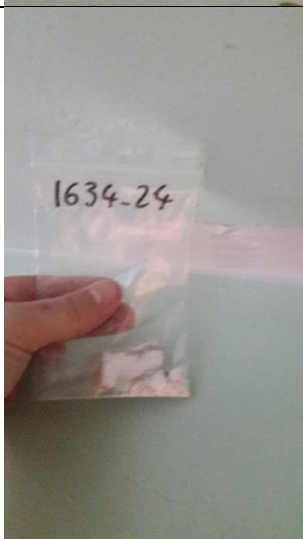

1634.16	Colle faïence	Mur	Bureau/cuisine	
1634.17	Lino blanc moucheté	Sol	Hall	
1634.18	Colle sous plinthes PVC	Mur	Dégagement/placard	

Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

1634.19	Peinture murale + enduit	Mur	Dégagement/placard	
1634.20	Peinture plafond + EJP	Plafond	Dégagement/placard	
1634.21	Colle sous carrelage	Sol	Salle de bains	
1634.22	Colle sous plinthes	Mur	Salle de bains	



Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN

1634.23	Peinture murale + enduit	Mur	Salle de bains	
1634.24	Peinture plafond + EJP	Plafond	Salle de bains	
1634.25	Colle faïence	Mur	Salle de bains	

## IX. ANNEXE 5 : Certification


**CERTIFICAT DE COMPETENCES**  
**DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER**

N° CPDI 2769
Version03

Je soussigné  
Philippe TROYAUX,  
Directeur Général d'I.Cert,  
atteste que :

**Monsieur Stéphane NEDELEC**

Est certifié(e) selon le référentiel dénommé Manuel de certification de personnes I.Cert pour la réalisation des missions suivantes :

<i>Amiante</i>	<p><b>Repérage et diagnostic amiante dans les immeubles bâtis</b>  Date d'effet : 04/06/2014, date d'expiration : 03/06/2019</p>
<i>DPE</i>	<p><b>Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel</b>  Date d'effet : 11/08/2014, date d'expiration : 10/08/2019</p>
<i>Electricité</i>	<p><b>Etat de l'installation intérieure électrique</b>  Date d'effet : 03/07/2014, date d'expiration : 02/07/2019</p>
<i>Gaz</i>	<p><b>Etat de l'installation intérieure gaz</b>  Date d'effet : 03/07/2014, date d'expiration : 02/07/2019</p>
<i>Plomb</i>	<p><b>Plomb: Constat du risque d'exposition au plomb</b>  Date d'effet : 04/06/2014, date d'expiration : 03/06/2019</p>

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire  
Le 11/08/2014





Certification de personnes  
Diagnostic

Parc EDONIA Bât G  
Rue de la Terre Victoria  
35760 Saint-Grégoire  
CPE DIFR 11 rev 09

Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz modifié par les arrêtés du 15/12/2009 et du 15/12/2011. Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique modifié par les arrêtés du 08/12/2009 et du 13/12/2011. Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment modifié par les arrêtés du 14/12/2009, du 7/12/2011 et du 14/02/2012. Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis. Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation modifié par l'arrêté du 07/12/2011. Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité modifié par les arrêtés du 10/12/2009 et du 02/12/2011.



ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE D'ISO 9001 SUR  
CERTIFICATION DE PERSONNES  
WWW.COFRAC.FR

## X. ANNEXE 6 : Attestation d'assurance



### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**EQUANTEC GROUPE SA**  
Rue Alfred SAUVY- ZI de KERSCAO- 29480 LE RELECQ KERHUON

a souscrit auprès de notre Compagnie, un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT** portant le numéro F210.14.0278.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers résultant des activités garanties au titre du présent contrat et ce dans la limite des montants de garantie ci-après :

	Montants
<b>ENGAGEMENT MAXIMUM – TOUTES GARANTIES CONFONDUES DONT :</b>	<b>5 250 000 €</b>
<b>GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT RCAE (ART. 2.1 DE CARE 2013) – TOUTS DOMMAGES CONFONDUS</b>	<b>5 000 000 €</b>
- Sous limite Dommages Matériels et Immatériels (DMIM)	1 500 000 €
- dont Exploitation de sites	Non souscrit
- y compris Frais d'Urgence (FU)	Non souscrit
- y compris Biens Confiés (BC)	Non souscrit
- y compris Biens de Préposés (BP)	Non souscrit
- dont Prestations de services	1 500 000 €
- y compris Prestations de services HORS AMIANTE	1 500 000 €
- y compris Prestations de services AMIANTE	1 500 000 €
- y compris Frais d'Urgence (FU)	200 000 €
- dont Opérations de Transport	200 000 €
- dont Responsabilité des Dirigeants	1 500 000 €
<b>GARANTIES PERTES PECUNIAIRES – TOUTES GARANTIES CONFONDUES :</b>	<b>250 000 €</b>
<b>Dont : Garantie Responsabilité Environnementale (RE)</b>	<b>250 000 €</b>
(art. 2.2. de CARE 2013) - Tous frais confondus	
- dont RE au titre de l'Exploitation de site	Non souscrit
- dont RE au titre des Prestations de Services	250 000 €
- dont RE au titre des Prestations de Services HORS AMIANTE	250 000 €
- dont RE au titre des Prestations de Services AMIANTE	250 000 €
- dont RE au titre des Opérations de Transport	250 000 €
- dont RE au titre de la Responsabilité des Dirigeants	250 000 €
<b>Dont : Garantie Frais de Dépollution (FD)</b>	<b>250 000 €</b>
(art. 2.3. de CARE 2013) - Tous frais confondus	
- dont FD suite à Atteinte à l'Environnement <b>causé par l'Assuré</b>	250 000 €
- y compris FD au titre de l'Exploitation de sites	Non souscrit
- y compris FD au titre des Prestations de services HORS AMIANTE	250 000 €
- y compris FD au titre des Opérations de Transport	250 000 €
- dont FD suite à Atteinte à l'Environnement <b>subie par l'Assuré</b>	Non souscrit
- y compris FD au titre de l'Exploitation de sites	Non souscrit
- y compris FD au titre des Prestations de services HORS AMIANTE	Non souscrit
<b>Dont : Garantie Perte d'Exploitation (PE)</b>	<b>Non souscrit</b>
(art. 2.4. de CARE 2013) - Tous Frais Confondus	

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



Europe

La présente attestation valable du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 au 31 Décembre 2017 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Paris, le 30 décembre 2016

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 12 34 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143882 00037 - APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tél: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**EQUANTEC GROUPE**  
Rue Alfred Sauvy ZI de Kerscao  
29 480 LE RELECQ KERHUON

a souscrit auprès de notre Compagnie, un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.15.0294.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers résultant des activités garanties au titre du présent contrat.

Et ce dans la limite des montants de garantie ci-après :

#### RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) **par sinistre** ..... **8 000 000 EUR**

Dont :

Faute inexcusable de l'Employeur **par année d'assurance** ..... **3 000 000 EUR**  
Dommages aux biens confiés **par sinistre** ..... **1 000 000 EUR**  
Dommages matériels et immatériels consécutifs **par sinistre** ..... **4 000 000 EUR**  
Dommages immatériels non consécutifs **par sinistre** ..... **1 500 000 EUR**

#### RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON ET/OU RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (TOUS RISQUES CONFONDUS) :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) **par année d'assurance** ..... **4 000 000 EUR**

Dont :

Dommages immatériels non consécutifs **par année d'assurance** ..... **3 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 au 31 Décembre 2017 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au delà des clauses, termes et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Paris, le 03 janvier 2017.

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire | 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 42 42 / Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 55143882 - APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



## XI. ANNEXE 7 : Attestation sur l'honneur



### **ATTESTATION SUR L'HONNEUR** **Article R271-3 du code de la construction et de** **l'habitation Dossier de diagnostic technique**

Conformément à l'article R271-3 du code de la construction et de l'habitation, j'atteste sur l'honneur que la société EQUANTEC est en situation régulière au regard de l'article L271-6 régissant l'établissement du dossier diagnostic technique.

A ce titre :

- Nos techniciens ont tous été **Certifiés** par un organisme accrédité par le COFRAC.
- Notre société a souscrit une **Assurance Responsabilité Civile** avec un **montant de garantie égal à 8.000.000 €** par sinistre et **8.000.000 €** par année d'assurance.  
*(cf. article R271-2 du code de la construction et de l'habitation)*
- Notre société a souscrit une **Assurance Responsabilité civile atteintes à l'Environnement** avec un **montant de garantie égal à 5.250.000 €** par sinistre et **5.250.000 €** par année d'assurance.
- Nous n'avons aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance avec les propriétaires, leurs mandataires ou toute entreprise pouvant réaliser des transactions ou des travaux sur les ouvrages objets de notre prestation.

**Par ailleurs, nous disposons d'une Organisation, un SMQ et de Moyens appropriés:**

- une équipe de techniciens certifiés,
- un pôle administratif et logistique,
- un service chargé de l'encadrement et de la veille technique et juridique,
- un service Qualité,
- des logiciels spécialisés,
- des équipements de contrôle.

**Fait pour servir et valoir ce que de droit.**

Au Relecq Kerhuon, le 1<sup>er</sup> Janvier 2017

**Jean-Frédéric GUIFFANT**  
**Président**

**EQUANTEC**  
RCS Brest 502 619 596

*Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation* « Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

*Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation* « Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

*Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation*

Ni la personne citée au premier alinéa ni son employé ne peut accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location pour laquelle l'un des documents qui doivent être établis dans les conditions prévues à l'article L. 271-6 est demandé, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

Ni la personne citée au premier alinéa ni son employé ne peut recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

## XII. **ANNEXE 8 : Consignes générales de sécurité – Code Santé Publique**

### Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.


Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### **INFORMATIONS GENERALES**

#### **a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).



	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### **b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction.

En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

#### ***INTERVENTION DE PROFESSIONNELS SOUMIS AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL***

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

#### ***RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE***

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :


- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

## **GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### **a. Conditionnement des déchets**

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### **d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### **e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTRÔLE   SÉCURITÉ</b> SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	Page 36 sur 43
-----------------------------------	---	----------------

### XIII. ANNEXE 9 : Consignes générales de sécurité – Code du Travail

**Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante**

#### **TITRE Ier : DISPOSITIONS COMMUNES AUX OPÉRATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE R. 4412-94**

##### **Article 1**

Champ d'application.

Le présent titre s'applique aux opérations mentionnées à l'article R. 4412-94.

##### **Article 2**

Préparation de l'opération.

Lors de la phase de préparation de l'opération mentionnée à l'article R. 4412-109, en fonction de son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, l'employeur vérifie :

1. Le repérage et la consignation des réseaux susceptibles de présenter des risques lors de l'opération sous réserve des dispositions des articles R. 554-19 (I) et suivants du code de l'environnement.
2. Le marquage des matériaux, composants, de tous les équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante.
3. L'évacuation du lieu, le cas échéant, ou du local à traiter de tous les composants, équipements ou parties d'équipement non contaminés ou dont la présence risque de nuire au bon déroulement de l'opération, sous réserve que cette évacuation n'entraîne pas de dégradation des lieux susceptible de libérer des fibres d'amiante.

Lors de la phase de préparation de l'opération mentionnée à l'article R. 4412-109, en fonction de son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, l'employeur réalise :

1. Le repérage et l'identification de tous les réseaux non consignés situés sur ou dans les sols, parois, plafonds ou de tous les équipements concernés par l'opération.
2. La mise en place des réseaux d'alimentation et de rejets spécifiques adaptés aux besoins de l'opération.
3. L'installation de l'éclairage de la zone de travail et des circulations.

Lors de la phase de préparation de l'opération, l'employeur met en œuvre les mesures de protection collectives et individuelles adaptés aux risques liés à cette phase.

##### **Article 3**

Utilisation, entretien et vérification des équipements de travail et installations.

1° Installations électriques :

Les installations répondent aux dispositions des articles R. 4226-1 à R. 4226-21 ;


2° Installations et équipements d'aération, d'assainissement et d'aspiration des poussières :

Les extracteurs et les équipements d'aspiration des poussières sont équipés de filtres très haute efficacité (THE) de type HEPA a minima H 13 selon les classifications définies par la norme NF EN 1822-1 de janvier 2010. Ils sont vérifiés selon la notice d'instructions du fabricant et a minima tous les douze mois en application des dispositions prévues aux articles R. 4222-22 et R. 4412-23 du code du travail.

Les équipements d'aspiration des poussières sont également équipés de sacs ou d'un système d'ensachage permettant d'éviter la dispersion de fibres ;

3° Installation de production et de distribution d'air respirable :

Lorsqu'une installation de production et de distribution d'air respirable est mise en place, elle doit répondre a minima aux caractéristiques suivantes :

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

- a) L'installation est dimensionnée en fonction des besoins de l'opération et du nombre de personnes autorisées à pénétrer simultanément en zone confinée, compte tenu de leur travail et de leur fonction ;
- b) L'installation est conçue de façon à permettre le raccordement de l'appareil de protection respiratoire en tout point de la zone de travail, durant la phase de décontamination et jusqu'à l'entrée dans la douche d'hygiène ;
- c) La qualité de l'air respirable est conforme en permanence aux prescriptions décrites en annexe ;
- d) L'installation comporte un système d'alerte des situations anormales de débit et de pression d'air permettant l'arrêt immédiat des opérations et la sortie organisée des travailleurs de la zone de travail.

Sans préjudice des obligations réglementaires en matière de vérifications applicables aux différents éléments composant l'installation, celle-ci fait l'objet d'une vérification préalablement à sa mise en service.

#### Article 4

Protection des surfaces et confinements.

Durant la phase de préparation et pour l'application du 2° de l'article R. 4412-108 :

##### 1° Opérations réalisées en milieu intérieur :

Lorsque la technique ou le mode opératoire mis en œuvre, compte tenu des moyens définis à l'article R. 4412-109, génère un empoussièrlement de premier niveau supérieur au seuil prévu à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique, l'employeur appose, dans la zone de travail, un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté) sur les surfaces, les structures et les équipements présents non concernés par l'opération, non décontaminables et susceptibles d'être pollués. L'employeur décrit dans son document unique les types de protection de surface mises en place pour chaque processus.

Lorsque la technique ou le mode opératoire mis en œuvre, compte tenu des moyens définis à l'article R. 4412-109, génère un empoussièrlement de deuxième niveau ou de troisième niveau, l'employeur met en place un confinement qui répond aux caractéristiques suivantes :

- a) Isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur. L'employeur s'assure de la présence d'une séparation physique, étanche au passage de l'air et de l'eau. A défaut d'une telle séparation, il la met en place.

La séparation créée est réalisée à l'aide d'un matériau approprié à la nature des contraintes qu'elle est susceptible de subir ;

- b) Calfeutrement de la zone de travail par neutralisation et obturation des différents dispositifs de ventilation, de climatisation, ou de tous autres systèmes et ouvertures pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail ;

- c) Protection de la séparation physique. Si la séparation physique n'est elle-même pas décontaminable, les parois de cette séparation ainsi que les surfaces, les structures et les équipements non décontaminables restant dans la zone de travail mais non concernés par les opérations sont protégés par un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté).

Pour les empoussièrlements de troisième niveau, cette protection est doublée.

Si les parois de cette séparation sont décontaminables, celles-ci sont protégées par un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté) pour les empoussièrlements de troisième niveau ;

- d) Fenêtres, aménagées dans le confinement de la zone de travail permettant de visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas ;

- e) Création d'un flux d'air neuf et permanent pendant toute la durée du chantier, de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail ;


- f) Mise en place d'un ou plusieurs extracteurs d'air, chacun équipés a minima de filtres à THE de type HEPA minimum H 13 selon les classifications définies par la norme NF EN 1822-1 de janvier 2010 avec rejet de l'air vers le milieu extérieur. Ils assurent un débit d'air permettant d'obtenir un renouvellement de l'air de la zone de travail, qui ne doit, en aucun cas, être inférieur à :

— six volumes par heure pour les empoussièrlements de deuxième niveau ;

— dix volumes par heure pour les empoussièrlements de troisième niveau.

L'employeur s'assure de l'homogénéité du renouvellement d'air de la zone de travail par une bonne répartition des entrées d'air et leur positionnement par rapport aux extracteurs.

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTROLE   SECURITE</b></p> <p style="text-align: center;">SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	Page 38 sur 43
-----------------------------------	--	----------------

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

Le niveau de la dépression de la zone de travail par rapport au milieu extérieur ne doit en aucun cas être inférieur à 10 Pa en fonctionnement normal et doit faire l'objet d'une surveillance pendant toute la durée de l'opération.

L'installation comprend, selon la configuration de la zone de travail, au moins un extracteur de secours.

Les extracteurs sont alimentés par un système électrique équipé d'un dispositif de secours.

Lorsque la configuration du chantier ou la nature de l'opération ne permet pas le respect des dispositions précitées au f, l'employeur met en place des moyens de prévention adaptés permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone de travail et d'assurer un niveau de protection des travailleurs équivalent à celui atteint en application des dispositions prévues au f. De tels moyens peuvent également être mis en place, au vu de l'évaluation des risques de l'employeur, lors d'opérations de courte durée. Il justifie de ces spécificités en conséquence dans le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage ou dans le mode opératoire.

L'employeur décrit, dans son document unique d'évaluation des risques, les moyens de protection collective dont les types de protection de surface et de confinement mis en place pour chaque processus ;

2° Opérations réalisées en milieu extérieur :

L'employeur met en place des moyens de prévention adaptés à la nature de l'opération permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone de travail et d'assurer un niveau de protection des travailleurs équivalent à celui atteint en application des dispositions prévues au 1°.

L'employeur décrit, dans son document unique d'évaluation des risques, les moyens de protection collective dont les types protections de surface et de confinement mis en place pour chaque processus.

#### Article 5

Location et prêt de matériels.

En cas de location ou de prêt de matériel, l'employeur informe le loueur ou le prêteur de la nature des opérations envisagées et des conditions de son utilisation. Les modalités de décontamination et de restitution sont contractuellement définies entre les parties.

#### Article 6

Traçabilité des contrôles.


Les résultats des contrôles sont consignés, le cas échéant, dans le registre de sécurité mentionné à l'article L. 4711-5.

Ce registre comporte, en outre, en fonction des caractéristiques de l'opération :

1. Les dates et les résultats des mesurages d'empoussièrement prévus à l'article R. 4412-98 et, le cas échéant, à l'article R. 4412-126.
2. Les résultats des mesurages d'empoussièrement réalisés au titre des articles R. 4412-114 et R. 4412-115, les résultats du contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle prévu à l'article R. 4412-101 et, le cas échéant, prévus aux articles R. 4412-127 et R. 4412-128.
3. Les justificatifs du maintien en état et du renouvellement des moyens de protection mentionnés à l'article R. 4412-111 dont, le cas échéant, les dates de changements des filtres et préfiltres des équipements de protection collective et des installations de filtration de l'eau.
4. La consignation des paramètres de surveillance du chantier tels que, s'il y a lieu, le niveau de la dépression, la vérification de l'état des dispositifs de protection et du confinement, les résultats des tests de fumée et du bilan aéraulique.
5. Les attestations de consignation des réseaux mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.
6. Les rapports des installations et des équipements soumis à vérification périodique.
7. Les justificatifs des modalités définies à l'article 5 entre le loueur et l'employeur.

Ce registre est tenu, sur le chantier, à la disposition des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail et les membres de l'équipe pluridisciplinaire des services de santé au travail, de l'inspecteur du travail, des agents de service de prévention des organismes de sécurité sociale, des agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et, le cas échéant, des représentants des organismes certificateurs des entreprises effectuant des travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante.

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTROLE   SECURITE</b> SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	Page 39 sur 43
-----------------------------------	---	----------------

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

## TITRE II : DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX ACTIVITÉS MENTIONNÉES À L'ARTICLE R. 4412-125

### Article 7

Champ d'application.

Le présent titre s'applique aux opérations mentionnées à l'article R. 4412-125.

### Article 8

Organisation de la surveillance des travaux et des secours.

L'employeur prend les mesures nécessaires pour que soient assurés :

1. Le contrôle des accès à la zone de travail.
2. Le port effectif des équipements de protection individuelle.
3. La surveillance de l'évacuation des déchets.
4. L'effectivité du déclenchement et de la mise en œuvre des secours.

### Article 9

Surveillance de l'environnement du chantier.

Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place conformément au 2° de l'article R. 4412-108, l'employeur détermine en fonction de la durée des travaux la fréquence des mesures d'empoussièrement telles que prévues à l'article R. 4412-128 qui sont réalisées à compter du démarrage de la phase de travaux.

### Article 10

Décontamination.

1° Dispositions communes aux installations de décontamination :

Les installations permettant la décontamination définie au 3° de l'article R. 4412-96 sont conçues, équipées, entretenues et ventilées de manière à permettre la décontamination des travailleurs, des personnes autorisées à entrer en zone compte tenu de leur travail et de leur fonction et des équipements de travail et des déchets.

Elles sont mises en place durant la phase de préparation pour l'application du 2° de l'article R. 4412-108.

Les installations de décontamination des travailleurs sont distinctes de celles des équipements de travail et des déchets sauf si la configuration du chantier ne le permet pas. Elles constituent les seules voies de sortie depuis la zone de travail vers l'extérieur, à l'exception de manœuvre de secours.

Un balayage d'air non pollué assure la ventilation des installations de décontamination afin d'assurer la salubrité et empêcher tout transfert de pollution en dehors de la zone de travail ;

2° Dispositions relatives aux installations de décontaminations des travailleurs :


Les installations de décontamination comportent au moins trois compartiments, dont deux douches permettant d'assurer successivement la décontamination et la douche d'hygiène. Celles-ci sont alimentées en quantité et en pression suffisante d'eau à température réglable.

Par exception, pour les processus dont l'empoussièrement estimé est de premier niveau, les installations de décontamination peuvent comprendre une zone de décontamination à la sortie de la zone de travaux permettant l'aspiration au moyen d'un aspirateur équipé de filtre THE de type HEPA a minima H 13 (selon les classifications définies par la norme NF EN 1822-1 de janvier 2010), le mouillage par aspersion de la combinaison avec de l'eau. Ces installations de décontamination comprennent par ailleurs une douche d'hygiène que l'intervenant utilisera à la suite de la pré-décontamination.

Ces installations sont éclairées et comprennent notamment un vestiaire d'approche et une zone de récupération comme définis ci-après :

a) Le vestiaire d'approche est convenablement aéré, éclairé et suffisamment chauffé. Il se situe dans le prolongement immédiat de l'installation de décontamination. Il comporte un nombre suffisant de sièges et de patères (au moins un par travailleurs appelés à entrer en zone confinée) ;

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTROLE   SECURITE</b> SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	<p style="text-align: right;"><b>Page 40 sur 43</b></p>
-----------------------------------	---	---

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

b) La zone de récupération est convenablement aérée, éclairée, suffisamment chauffée et située, dans la mesure du possible, à proximité du vestiaire d'approche, sauf si la configuration du chantier ne le permet pas. Elle comprend au minimum des sièges en nombre suffisant, une table et les moyens permettant de prendre une boisson fraîche ou chaude.

Le vestiaire d'approche et la zone de récupération peuvent être contiguës.

Dans les installations de décontamination des travailleurs, le taux de renouvellement du volume de la douche est a minima de deux fois son volume par minute ;

3° Dispositions relatives aux installations de décontamination des déchets :

Pour les travaux générant un empoussièrément de premier niveau, l'employeur met en œuvre les moyens de décontamination des déchets adaptés à la nature des travaux.

Pour les travaux générant un empoussièrément de deuxième et troisième niveaux, les installations de décontamination des déchets sont éclairées et doivent être compartimentées de façon à assurer la douche de décontamination, les compléments de conditionnement et les transferts. La vitesse moyenne de l'air est de 0,5 mètre par seconde sur toute sa section.

#### Article 11

Contrôles effectués en cours de travaux.

L'employeur met en œuvre une surveillance des rejets d'eau et de la qualité de l'air respirable délivré par les installations prévues à l'article 3 (3°), pendant toute la durée du chantier.

Dans les cas prévus à l'article 4 (1°), lorsque l'empoussièrément attendu est de deuxième ou de troisième niveau, l'employeur met également en œuvre :

1. Un dispositif équipé d'un système d'alerte, étalonné et contrôlé régulièrement, qui mesure et enregistre en permanence le niveau de la dépression.
2. Un test à l'aide d'un générateur de fumée effectué avant le début des travaux, périodiquement, et après tout incident de nature à affecter l'aéraulique de la zone. Ce test vérifie que la dépression empêche tout échange d'air vers l'extérieur de la zone confinée et l'absence de zones mortes, y compris dans les installations de décontamination.
3. Un bilan aéraulique prévisionnel validé par des mesures de vitesse d'air à l'anémomètre avant le début des travaux. Il est vérifié périodiquement et après tout incident de nature à affecter l'aéraulique de la zone.
4. Une surveillance de l'intégrité du confinement.

Sans préjudice des articles R. 4412-114 et R. 4412-115, l'employeur met en œuvre :

1. Des moyens lui permettant de vérifier que la mise en œuvre du ou des processus s'effectue conformément aux modalités mises en œuvre lors de l'évaluation prévue à l'article R. 4412-126.
2. Des moyens permettant d'alerter sur des empoussièrlements significativement supérieurs de ceux mesurés lors des évaluations.

#### Article 12

Dispositions applicables en fin de travaux.

1° Examen visuel :

Pour les surfaces traitées, l'examen visuel réalisé selon les modalités de la norme NF X 46-021 août 2010 est réputé satisfaisant à l'article R. 4412-140 (1°).


L'employeur consigne par écrit les résultats des contrôles effectués, au titre de l'article R. 4412-140 (1°), sur l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées ;

2° Mesure de restitution :

La mesure de restitution prévue à l'article R. 4412-140 (3°) est réalisée, dans la zone confinée, après enlèvement des dispositifs de protection de l'isolement et avant l'enlèvement de ce dernier si celui-ci a été créé.

EX.EN.07h V08 du 23/06/2017	<p style="text-align: center;"><b>EQUANTEC</b> <b>MESURE   CONTROLE   SECURITE</b> SARL au capital de 70.000 euros – RCS Brest 502 619 596 Siège Social : Espace Athéna – Rue du Professeur Coulonjou – 29200 BREST Tél. : 02 98 86.53.03 - Fax : 02.30.99.97.07 <a href="http://www.groupe-equantec.fr">www.groupe-equantec.fr</a></p>	<p style="text-align: right;"><b>Page 41 sur 43</b></p>
-----------------------------------	---	---



	<p>Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition</p>	<p>N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01</p> <p>Le 30 octobre 2017</p>
<p>Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN</p>		

Pour la réalisation de cette mesure, la mise en œuvre des méthodes définies par les normes :

— NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application GA X 46-033 d'août 2012 relatifs à la stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air est réputée satisfaisante à l'exigence d'établissement d'une stratégie d'échantillonnage ;

— NF X 43-050 de janvier 1996 relative à la détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission est réputée satisfaisante à l'exigence réglementaire de réalisation de prélèvements et d'analyse.

### TITRE III : DISPOSITIONS FINALES


#### Article 13

Entrée en vigueur.

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er juillet 2013.

#### Article 14

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la république française

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de démolition	N° RA1634.1710.0970.291_DAAD_V01  Le 30 octobre 2017
Immeuble : LOGEMENT DE FONCTION - LES PLANTES - 22940 SAINT-JULIEN		

#### XIV. ANNEXE 10 : Plans, Schémas, Croquis

### Planche de repérage des produits amiantés

COMMUNE DE SAINT-JULIEN

<u>Date :</u> 06/11/2017	<u>Indice :</u> Sans Echelle	<u>N° :</u> <b>1/1</b>
-----------------------------	---------------------------------	---------------------------

**Localisation :** LOGEMENT DE FONCTION  
LES PLANTES  
22940 SAINT-JULIEN

<u>Auteurs :</u> CCA	<u>Type de plan :</u> <b>Croquis</b>
-------------------------	---

Réf. : DP1634.1710.0970.291



## LEGENDE

### ***Des matériaux et produits contenant de l'amiante***

[illegible]